

Unité départementale de l'Isère  
17 boulevard Joseph Vallier  
38040 GRENOBLE

GRENOBLE, le 29/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BIÈVRE ISÈRE COMMUNAUTÉ**

Lieu-dit « Le Grand Chemin »  
38260 La Côte-Saint-André

Références : 2023 – Is186SS  
Code AIOT : 0003200236

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/10/2023 dans l'établissement BIÈVRE ISÈRE COMMUNAUTÉ implanté Lieu-dit « Le Grand Chemin » 38260 La Côte-Saint-André.

L'inspection a été annoncée le 05/10/2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques  
( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection se déroule dans le cadre de la programmation pluriannuelle des contrôles des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BIÈVRE ISÈRE COMMUNAUTÉ
- Lieu-dit « Le Grand Chemin » 38260 La Côte-Saint-André
- Code AIOT : 0003200236
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Pour la réalisation des bassins d'infiltration des eaux traitées par sa station d'épuration à la Côte-Saint-André, Bièvre Isère Communauté devait affouiller environ 100 000 tonnes de matériaux, soit un volume d'environ 53 000 m<sup>3</sup> de matériaux sur une surface de 28 000 m<sup>2</sup>.

L'arrêté préfectoral du 2 février 2018 autorise cet affouillement au titre de la rubrique n°2510.3 de la nomenclature des installations classées.

L'autorisation comprend deux phases de réalisations et est valable pour une durée de 10 ans jusqu'au 2 février 2028.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées peuvent conduire, suivant le cas, à une demande d'action corrective par lettre préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, articles 5 & 6	Lettre de suite préfectorale
9	Surveillance des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 35	Lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Production autorisée	Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, articles 1 & 23	Sans objet
3	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 12	Sans objet
4	Accès, clôtures, sécurité publique	Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, articles 16, 17.3, 38 & 39	Sans objet
5	Information du public	Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 17.1.	Sans objet
6	Limites des excavations	Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 21	Sans objet
7	Modalités d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 22	Sans objet
8	Rejet d'eau dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 32.3.	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

**Deux non conformités relatives à l'absence de garanties financières et de mesures de bruit ont été relevées et quatre observations ont été émises.**

Si Bièvre Isère Communauté souhaite réaliser à moyen terme les deux bassins supplémentaires d'infiltration (phase 2), il conviendra d'envisager une prolongation de l'autorisation d'exploiter l'affouillement conformément à l'article R.181-49 du code de l'environnement.

Bièvre Isère Communauté sera alors tenue de respecter et/ou de veiller à ce que l'entreprise exécutant les travaux respecte bien, pendant le chantier, l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 2 février, à savoir notamment certains des points suivants qui n'ont pas tous pu être contrôlés le 26 octobre 2023 :

- la constitution des garanties financières (articles 5 & 6),
- la bonne information et sécurité du public (articles 17.1, 17.3, 38 & 39),
- les modalités d'exploitation et de gestion des terres décapées et extraites (articles 20, 21, 22),
- la prévention des envols de poussières (articles 29 & 33),
- la prévention des pollutions accidentelles (article 32.1),
- le contrôle des niveaux sonores (article 35),

- les règles de circulation (article 36),
- la gestion des déchets (article 37),
- les moyens de lutte contre l'incendie (articles 34 & 40)
- ainsi que l'établissement des consignes d'exploitation et de sécurité (article 40).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Production autorisée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, articles 1 & 23
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Quantité de matériaux extraite autorisée : 100 700 tonnes.          Surface : 28 000 m<sup>2</sup>.          Volume : 53 000 m<sup>3</sup>.          Durée : 10 ans (en deux phases).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées constate que la première phase de l'affouillement a été réalisée avec la création des trois premiers bassins d'infiltration conformément à l'arrêté préfectoral et au dossier d'autorisation.</p> <p>Les travaux ont été réalisés par l'entreprise Gachet TP, sous la maîtrise d'ouvrage de Bièvre Isère Communauté et avec le concours d'Alp'Etudes en tant que maître d'œuvre.</p> <p>Un volume de 24 560 m<sup>3</sup> a été extrait du site entre le 24 août 2020 et le 21 septembre 2020. L'entreprise a réalisé le plan de récolement des travaux le 25 janvier 2021 que l'inspection des installations classées a pu consulter. Le procès-verbal de fin de travaux est signé en date du 7 juillet 2021.</p>
<p><b>Observation :</b></p> <p>La seconde phase de l'affouillement autorisé pour la création de deux bassins supplémentaires d'infiltration est concernée par des obligations de fouille archéologique préalable à tous travaux et ne sera enclenchée qu'après analyse du besoin d'accueil en bassins d'eaux traitées issues de la station d'épuration.</p> <p>L'exploitant informe l'inspection des installations classées qu'il n'est – à ce stade – pas probable que la création des deux bassins supplémentaires d'infiltration soit nécessaire au bon fonctionnement de la station d'épuration d'ici 2028, échéance finale de l'arrêté préfectoral autorisant l'affouillement.</p> <p>L'inspection des installations classées informe l'exploitant des conditions de prolongation d'une autorisation environnementale. Conformément à l'article R.181-49 du code de l'environnement, « la demande de prolongation ou de renouvellement d'une autorisation environnementale est adressée au préfet par le bénéficiaire six mois au moins avant la date d'expiration de cette autorisation. La demande présente les analyses, mesures et contrôles effectués, les effets constatés sur le milieu et les incidents survenus, ainsi que les modifications envisagées compte tenu de ces informations ou des difficultés rencontrées dans l'application de l'autorisation. »</p>

### N° 2 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, articles 5 & 6
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Exploitation

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'autorisation d'exploiter est conditionnée par la constitution effective des garanties financières. L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.</p> <p>Le document établissant la constitution des garanties financières, doit être transmis à l'inspection des installations classées préalablement aux travaux d'extraction. Le document correspondant à leur renouvellement doit être adressé au moins six mois avant leur échéance.</p> <p>Montant : 10 240 euros T.T.C, pour la seconde période, de 5 à 10 ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées constate l'absence de constitution des garanties financières.</p> <p>En ce qui concerne la première phase autorisée par l'arrêté préfectoral du 2 février 2018, l'affouillement a été réalisé, la remise en état également avec la création des trois bassins d'infiltration. Le site est clôturé, mis en sécurité et sous la responsabilité de Bièvre Isère Communauté. La constitution de garanties financières pour cette première phase n'a plus lieu d'être.</p>
<p><b>Observation :</b></p> <p>L'inspection des installations classées informe l'exploitant qu'en cas de mise en œuvre de la seconde phase d'affouillement (création de deux bassins supplémentaires d'infiltration), il conviendra d'établir un acte de cautionnement solidaire d'un montant de 10 240 € TTC (valeur index TP01 juillet 2016) à actualiser conformément à l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 2 février 2018.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>

### N° 3 : Registres et plans

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li> <li>• les bords de la fouille ;</li> <li>• les courbes de niveau ;</li> <li>• les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille...) ;</li> <li>• les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;</li> <li>• l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,</li> <li>• les zones de stockage des déchets inertes et des terres non polluées provenant de l'activité d'extraction et d'apports extérieurs.</li> </ul> <p>Les surfaces des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau) sont consignées dans une annexe à ce plan.</p> <p>Ce plan et ses annexes sont mis à jour au moins une fois par an. Un exemplaire est conservé sur l'emprise de l'exploitation et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant dispose du plan de récolement établi le 25 janvier 2021 après la réalisation des travaux de la première phase (création des trois premiers bassins d'infiltration des eaux usées de la station d'épuration).

La plan comprend bien l'emprise du site ; les bords de la fouille ; les courbes de niveau ; les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille...) ; les réseaux et clôtures.

**N° 4 : Accès, clôtures, sécurité publique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, articles 16, 17.3., 38 & 39

**Thème(s) :** Risques accidentels, Exploitation

**Prescription contrôlée :**

Une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation, doit être installée sur le pourtour des zones en cours d'exploitation.

L'entrée du site autorisé est matérialisée par un dispositif mobile interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation. L'accès à la carrière est contrôlé durant les heures d'activité, et en dehors des heures ouvrées cet accès est interdit.

L'accès à la voirie publique, depuis la carrière, est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Le débouché de l'accès de l'affouillement sur la voie publique est pré-signalisé de part et d'autre par les panneaux et pancartes réglementaires.

L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Le danger, notamment présenté par la proximité des fronts de taille devra être signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux "chantier interdit au public" sont mis en place sur les voies d'accès. En dehors de la présence de personnel, les installations sont neutralisées et leur accessibilité interdite.

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate que le site comprenant la station d'épuration et les bassins d'infiltration ainsi que l'emprise pour la phase 2 de l'affouillement est entièrement clos avec une clôture de type panneaux rigides acier grillagés d'une hauteur de 2 mètres.

Un portail double vantaux est disposé pour permettre un accès direct à la voirie publique de l'emprise de l'affouillement autorisé. Il est maintenu fermé.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées qu'une signalisation spécifique avertissant du danger était mise en place lors des travaux d'affouillement.

**N° 5 : Information du public**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 17.1.

**Thème(s) :** Situation administrative, Exploitation

**Prescription contrôlée :**

Le bénéficiaire de la présente autorisation doit apposer, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents :

- l'identité de l'installation,
- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant,
- la référence de l'autorisation (le numéro et la date du présent arrêté),

- l'objet des travaux,
- les jours et heures d'ouverture,
- la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée »,
- le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police, et des services départementaux d'incendie et de secours,
- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

#### **Constats :**

Lors de la réalisation des travaux en 2020, un panneau d'information du chantier a bien été disposé le long du site. Il n'est plus présent à l'heure actuelle, aucun chantier n'est prévu.

L'inspection des installations classées constate sur photo que le panneau d'information présentait les informations essentielles suivantes :

- l'identité du maître d'ouvrage avec adresse et téléphone,
- la mention du maître d'œuvre et des entreprises,
- l'objet des travaux et leur durée
- ainsi que leur montant et les financeurs.

#### **Observation :**

**L'inspection des installations classées demande, en cas de mise en œuvre de la seconde phase de travaux, d'ajouter sur le panneau d'information travaux qui sera apposé :**

- la référence de l'autorisation (le numéro et la date du présent arrêté),
- la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée »,
- le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police, et des services départementaux d'incendie et de secours
- et l'adresse de la mairie où le plan final du site peut être consulté.

### **N° 6 : Limites des excavations**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 21

**Thème(s) :** Risques accidentels, Exploitation

#### **Prescription contrôlée :**

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

#### **Constats :**

L'inspection des installations classées constate que les distances des bords des excavations sont respectées.

### **N° 7 : Modalités d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 22

**Thème(s) :** Risques accidentels, Exploitation

#### **Prescription contrôlée :**

L'extraction de matériaux est réalisée au moyen d'engins mécaniques lourds. L'utilisation des explosifs est interdite.

Les gradins ont une hauteur unitaire maximale de 4 mètres.

Aucune extraction ne doit être réalisée au-dessous du niveau 338,70 m NGF. Les extractions doivent être conduites afin de préserver une épaisseur minimale de 3 mètres de matériaux au-dessus des plus hautes eaux (référence décennale) de la nappe souterraine sous-jacente.

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate que les bassins ont une profondeur par rapport au terrain naturel de 4 mètres et que les fonds de fouille respectent la côte minimale de 338,70 m NGF (pour chaque bassin, le point bas en fond de fouille se situe respectivement à 339,11 m NGF ; 338,81 m NGF et 339,26 m NGF).

Le niveau des eaux souterraines se situant – selon les différents piézomètres de suivi du site – entre -13 m et -17m par rapport aux têtes de piézomètres, donc globalement par rapport au terrain naturel, l'inspection des installations classées conclut que l'épaisseur minimale de 3 mètres au-dessus des plus hautes eaux souterraines est bien respectée.

**N° 8 : Rejet d'eau dans le milieu naturel**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 32.3.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

Rejet des eaux pluviales :

Sur le périmètre de l'exploitation, les eaux météoriques seront infiltrées in situ ou dans des fossés d'infiltration au sein des sables et graviers qui composent le sous-sol. Toutes les eaux pluviales provenant des aires imperméabilisées du site sont dirigées vers une installation de traitement comprenant un déshuileur-dégraisseur nettoyé une fois par an. Les résidus d'hydrocarbures sont récupérés par un éliminateur agréé.

Eaux industrielles et sanitaires : Aucun rejet d'eau industrielle ni d'eaux usées domestiques n'est autorisé.

Qualité des eaux souterraines : Le suivi de la qualité des eaux souterraines est réalisé dans le cadre de l'autorisation de la station d'épuration des Charpillates.

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate qu'en dehors de caniveaux bétonnés en vue du remplissage et de la dérivation des eaux entre les trois bassins, il n'y a pas de surface imperméabilisée dans le périmètre de l'affouillement autorisé. Ainsi, l'ensemble des eaux météoriques sont infiltrées sur site.

Dans le cadre de l'autorisation de la station d'épuration, le suivi de la qualité des eaux souterraines est réalisé sur quatre piézomètres.

Les niveaux des eaux souterraines sont relevés mensuellement par les techniciens de la station et une analyse physico-chimique de leur qualité est réalisée annuellement par le laboratoire accrédité Abiolab/Asposan.

L'inspection des installations consulte les relevés de niveaux et les rapports des années 2021, 2022 et 2023 et constate qu'aucun paramètre ne dépasse les valeurs guides fixées.



## N° 9 : Bruit

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 35

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bruit

**Prescription contrôlée :**

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas être à l'origine de niveaux de bruit et d'émergence supérieurs aux valeurs fixées dans le tableau ci-dessous

Période	Niveaux de bruit admissible en limite de propriété	Valeur admissible de l'émergence dans les zones à émergence réglementée	
		bruit ambiant entre 35 et 45 dBA	bruit ambiant supérieur à 45 dBA
Jour : 7h à 18h sauf dimanches et jours fériés	70 dBA	6	5

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) sauf si le bruit résiduel est supérieur à cette limite.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes. Les avertisseurs de recul des engins de chantier sont de type "cri du lynx".

Un contrôle des niveaux sonores est effectué dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, puis renouvelé tous les cinq ans. En tant que de besoin, une fréquence de mesure plus importante pourra être demandée à l'exploitant par l'inspecteur des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant informe l'inspection des installations classées qu'aucune mesure de niveaux de bruit n'a été réalisée.

**Observation :**

**L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de prévoir, en cas de réalisation de la seconde phase de travaux, une campagne de mesures des niveaux sonores en limite de site et en zones à émergence réglementée.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale